

mention Administration et liquidation d'entreprises en difficulté

RNCP30920 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Formacode(s)	32054
Code(s) ROME	K1903, K1902
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	01/01/2024

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE COTE D'AZUR · SIRET : 13002566100013

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Utilise ses connaissances approfondies sur le risque premier de l'établissement de crédit

Prévention des difficultés de l'entreprise

Détermination des origines et quantification des difficultés

Administration de l'entreprise en difficulté

Recherche et élaboration des solutions de sauvetage

Surveillance de l'exécution des solutions de sauvetage

Mission de défense de l'intérêt collectif des créanciers

Vérification du passif

Réalisation des actifs

Administration provisoire

Copropriété en difficulté

Gestion du passif salarial et mise en œuvre des licenciements économiques

Liquidation de l'entreprise en difficulté

Mesure du risque

Gestion des contentieux du droit des entreprises en difficulté

Traitement des dossiers de procédure collective

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Les titulaires du diplôme sont capables de :

Conseiller les personnes physiques ou morales sur des problèmes ou actions ayant des implications juridiques.

Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.
Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
Utiliser les bases de données juridiques.
Comprendre et parler l'anglais.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les diplômés pourront travailler dans les secteurs de la justice, des banques et établissement de crédit. Tous les types d'entreprises sont concernés : PME, TPE, secteurs public et privé, collectivités territoriales, associations. Le diplôme prépare spécifiquement à l'examen d'accès au stage, obligatoire depuis 2003, pour les professions de mandataire et d'administrateur judiciaire.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les titulaires du diplôme peuvent prétendre aux emplois suivants :
Services juridiques et contentieux des banques et des établissements de crédit
Collaborateur de mandataire judiciaire et d'administrateur judiciaire
Mandataire
Administrateur judiciaires

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :
une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation,
des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements,
des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements.

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de validation VAE :

enseignants-chercheurs

personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis,
notamment professionnels dont la validation est demandée

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	01/01/2024
-------------------------------------	------------

Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP38201

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/30920/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	1
Parcours menés à terme	1
Taux d'achèvement	100 %
Période	07/2022 – 08/2023

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	3
Montant total engagé	7 808 €
Coût moyen par dossier	2 603 €
Durée moyenne	943 h
Période	12/2020 – 07/2022
France compétences	95 %
Reste à charge titulaire	5 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.